

Mardi, 25 Novembre 1879.

SOMMAIRE.

LE MOUVEMENT AGRICOLE EN IRLANDE. LES EXCES DE LANGAGE. ŒUVRE ANTI-NATIONALE. ECHOS DU JOUR. CONFÉRENCE DE R. P. HUNT, O. M. I. SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE. COURRIER DE HELL. POSSESSIONS ANGLAISES EN ORIENT. À TRAVERS OTTAWA. MARCHÉS D'OTTAWA. MARCHÉS ÉTRANGERS. FEUILLETON. — LE GOUVERNEUR: Roulé de Navery.

LE MOUVEMENT AGRICOLE EN IRLANDE.

Le mouvement agricole prend de jour en jour de plus grandes dimensions en Irlande; il gagne du terrain et provoque des manifestations indignées. Les menaces de mort dirigées contre les propriétaires et les fermiers qui se tiennent en dehors de l'agitation se sont multipliées dès le début d'une façon alarmante. Dans le voisinage des églises de Clamallan, de Warrenpoint, du comté de Down on avait affiché l'avis suivant:

"Tout homme qui viendra dans ce pays pour louer des terres à un prix supérieur à une livre sterling par arpent, devra se munir d'un lin-couteil et d'un cerceau, car nous n'entendons pas encourager les prétentions des lords campagnards, comme Brady. Le soir même de son arrivée, sa ferme sera incendiée."

Ce que les agitateurs poursuivent, c'est, comme on voit, une diminution des fermages, qui sont trop élevés, disent-ils, par suite de la concurrence des blés d'Amérique. A cette cause permanente vient se joindre en plus l'état déplorable des récoltes. Cinq cents fermiers du comté de Sligo et du comté de Louth, réunis à Ballinaw, non loin de Westport, ont pris l'engagement de ne plus payer de fermages jusqu'au jour où les propriétaires auraient consenti à une diminution proportionnelle à la différence du prix entre les céréales indigènes et les blés étrangers. Ils se sont engagés également par serment, de ne louer aucun bien dont un fermier aura été expulsé pour non-paiement du fermage.

Contenue dans ces limites, l'agitation n'aurait abouti qu'à une grève des locataires de la terre contre les détenteurs du sol. Cependant, même sous cette forme-là, elle ne manquerait pas de gravité quand on considère que, sur 20,000,000 d'arpents, 17 1/2 millions appartiennent à six mille propriétaires et que les autres 2 1/2 millions se partagent entre 72,000 personnes; d'où il résulte qu'une population d'environ cinq millions d'âmes ne possède absolument rien en Irlande. Il est même évident qu'une simple diminution des fermages ne réparerait pas à une aussi déplorable situation sociale. Aussi, le mouvement tend-il à prendre un caractère révolutionnaire.

Comme tous ceux qui l'ont précédé, ce mouvement a un point d'appui en Amérique. C'est de là, dit-on, que vient l'argent, qui est également le nerf de cette guerre sociale. Bon nombre d'Irlandais, émigrés aux Etats-Unis depuis 1847, s'y sont enrichis, et ils ne cessent, avec un remarquable dévouement pécuniaire, de venir en aide à leurs compatriotes restés en Irlande. On estime à plus de 15 millions de livres sterling (375 millions de francs) les sommes envoyées par les Irlandais d'Amérique à leurs frères d'Europe, dans le cours des trente dernières années. Déjà, le comité du mouvement agricole a reçu, de Boston 50,000 livres sterling, et de nouveaux envois d'argent sont annoncés.

Mais l'agitation pour la diminution des fermages n'est pas seulement agricole, elle est politique par les encouragements, par les excitations qu'elle a reçus de l'établissement d'un parlement autonome à Dublin. A la tête de ce parti se trouve M. Parnell, membre du parlement, qui a provoqué plus d'une scène tumultueuse dans la Chambre des communes. Sans avoir ni le talent ni le prestige d'O'Connell, il n'en déploie pas moins une activité dévorante. C'est l'âme de l'agitation. Au meeting de Tullow, après avoir énuméré de nombreux exemples de dureté des propriétaires envers leurs fermiers, il exhorta ses auditeurs "à mettre ces tyrans à la raison." Partout, l'agitateur prêche le refus de paiement des fermages et prédit que l'Irlande ne sera tranquille et satisfaite que quand on aura réalisé la devise: La terre irlandaise aux Irlandais.

Les autorités ont commencé à exercer des mesures de répression: et trois personnages importants viennent d'être arrêtés. D'immenses

meetings se tiennent chaque jour pour protester contre cet acte du gouvernement et Parnell a été proclamé à Dublin le chef du parti de l'agitation. Son langage est de plus en plus violent. L'archevêque de Dublin, nous dit le télégraphe, a condamné les meneurs de ce mouvement qui pourraient bien prendre sous peu le caractère d'une guerre civile. En tous cas, il devient évident que le prolétariat agricole a besoin de réformes.

LES EXCES DE LANGAGE.

Nous lisons dans la Gazette de Sorel: Notre confrère d'Ottawa paraît beaucoup s'intéresser à la Gazette. Nous ne savons pas pourquoi, mais la malveillance pero dans chacune de ses lignes à notre adresse.

Notre confrère ferait bien de se mieux renseigner sur ce qui se passe ici, puisque cela paraît le préoccuper, avant de hasarder des observations semblables à celles qu'il a publiées. Surtout de dire que, ce sur quoi il s'appuie, pour étayer son rôle de régulateur, est tout à fait contraire à la vérité.

Notre confrère du Canada qui pose pour la postérité, sinon pour la génération actuelle, sera-t-il assez juste pour se conduire d'après ce qui précède?

La Gazette de Sorel se fait illusion sur l'intérêt qu'elle nous inspire, de même qu'elle se trompe en nous attribuant de la malveillance. A l'anti-critique comme à la haine, il faut des ali-ments qui nous manquent ici. Que le confrère se désabuse donc; sa personne n'est pas le point de mire de nos attaques: elle nous est indifférente à tous les points de vue.

S'il nous arrive de dire, de temps à autre, ce que nous pensons des procédés de polémique d'une certaine presse, la Gazette de Sorel est mal venue à s'en plaindre. Elle n'a pas le droit de trouver étrange que nous protestions contre des excès de langage que ne tolérerait pas la bonne compagnie. Car, la presse est une institution trop honorable pour en affaiblir le prestige, ou en ravaler la dignité par des propos de porte-faix, et la profession ne devrait compter que des gens comme il faut.

Pourquoi donc ne pas bannir l'outrage de nos colonnes et ne pas appeler par leurs noms ceux à qui nous nous adressons, sans y ajouter une longue kyrielle de sobriquets idiots; pourquoi, enfin, ne pas entretenir le lecteur comme on le ferait dans une société de bonnes manières? Est-il nécessaire, pour avoir raison d'un adversaire, de tremper sa plume dans la boue du ruisseau, et le rédacteur de la Gazette de Sorel croit-il avoir infiniment d'esprit en nous parlant, par exemple, de Papa Michel? La preuve que nous n'avons pas eu tort de "régenter" le confrère, c'est qu'il a dû faire amende honorable à M. Mathieu, la semaine dernière. Au lieu de se mettre à genoux devant ceux qu'elle insulte, la Gazette de Sorel qui nous paraît avoir le courage du lièvre, devrait prendre le parti de se taire, ou du moins de baisser le ton. Un peu plus de courtoisie lui épargnerait l'humiliation de prendre de ces attitudes suppliantes, et beaucoup plus ridicules, ou en conviendra, que la "pose du Canada pour la postérité."

Nous estimons l'écrivain qui respecte son état, qui sait faire valoir ses idées ou ses principes, en restant gentilhomme; nous méprisons le fantoche qui dissimule sa faiblesse sous des airs de bel esprit, et se courbaie sous des airs de faux brave. L'invective n'est ni le génie, ni le talent, ni la science: c'est la platitude.

ŒUVRE ANTI-NATIONALE.

Le Bien Public, publié à Worcester, Mass. E. U., prêche la naturalisation des canadiens-français dont il voudrait faire des sujets américains. Pour mieux accomplir son œuvre, cette feuille n'hésite pas à dénigrer injustement notre régime politique et notre état social.

Tout récemment, elle disait: "La province de Québec n'offre pas les avantages des Etats Unis: les Canadiens Français y sont moins considérés des anglais qu'ici ou personne ne les domine; les institutions de cette province ne sont pas à comparer à celles des Etats Unis; la langue française y est persécutée, tandis qu'ici elle est protégée et le sera encore plus bientôt. Autant de vérités irréfutables."

Si les Etats Unis offrent des avantages si précieux, pourquoi les autres organes français ne cessent-ils de conjurer nos nationaux de ne pas y émigrer? Il est ridicule de prétendre, d'autre part, que nos compatriotes sont plus indépendants chez nos voisins qu'ici. Dispersés dans les différents Etats, les Canadiens-Français ont-ils autant d'influence que dans la province de Québec où la majorité—que nous composons—se gouverne elle-même? Enfin, il nous restait à apprendre que la langue française était "persé-

cutée" à Québec, tandis qu'elle était protégée aux Etats Unis. C'est sans doute pour prouver leur attachement à cette belle langue que les autorités viennent de la supprimer à la Louisiane.

Nous aimerions à savoir aussi ce que pense le confrère de notre système d'éducation. Prétendrait-il, que l'organisation américaine l'emporte sur celle du Bas-Canada?

Le Bien Public a bien le droit de se croire plus libre sur le sol américain; mais au moins, devrait-il avoir un peu de souci pour la vérité dans sa propagande anti nationale.

ECHOS DU JOUR.

On pense que la ligne du Grand Tronc sera ouverte à Noël jusqu'à Chicago.

Qui le croirait? Le Chroniqueur de Québec est plein de bienveillance pour les nouveaux ministres: il leur fait même la cour et leur attribue toute espèce de bonnes qualités. Les conversions se multiplient.

L'honorable M. Flynn est parti pour se rendre dans son comté. Il est question d'un M. Veil, de la baie de Gaspé, comme candidat libéral. Mais nous pensons que l'élection du nouveau ministre se fera par acclamation.

L'Advocate de Saint-Jean, Terre-Neuve, apprend que le Pape a choisi le révérend Fr. Jno. Bapt Scandella, évêque de Gibraltar, comme successeur de feu Monseigneur Conroy. Le Dr Scandella est né en 1821, a fait ses études à Rome et a été promu à l'épiscopat en 1857.

Il est question de terminer l'année prochaine, le chemin de fer Grand Sud-Ouest entre Saint-Jean et Saint-Stephen. On a l'intention de relier cette voie au chemin de fer du lac Mégantic et d'en faire la ligne la plus courte pour se rendre à Montréal.

Douleur sur douleur: le télégraphe nous apprend que l'impératrice Eugénie n'a pu arriver à temps à Madrid pour recevoir le dernier soupir de sa mère, la comtesse de Montijo. L'impératrice était rendue à Paris lorsque la triste nouvelle lui est parvenue.

Sir L. onard Tilley juge par le Free Press de London:

"Il est rare qu'un ministre se donne autant de peine que sir Leonard Tilley pour se procurer des renseignements; et il est évident que le ministre des finances ne travaille pas pour le triomphe d'un parti. Il a compris l'importance de sa mission, qui est de travailler à la prospérité, au progrès et au développement du pays."

Le parti libéral, battu à mort dans la province de Québec, commence à mettre en avant des théories impossibles pour se persuader qu'il vit encore. Voilà que l'on parle de réclamer la représentation des minorités. C'est un article du nouveau programme qui vient à point dans tous les cas.

Un journal français publié aux Etats-Unis dit que les Canadiens continuent d'émigrer. Pourtant, ajoute-t-il, les récoltes ont été bonnes; de nouvelles manufactures s'établissent en grand nombre par tout le Canada; le grain doit se vendre facilement; nous nous demandons: où est le mal?

Le Herald, de Halifax, fait la réponse suivante au Telegraph et au Freeman, de Saint Jean, qui ne cessent de débâter contre le nouveau tarif:

"Prétendre que les affaires, au Canada, à la Nouvelle-Ecosse, à Halifax même, n'ont pas pris une nouvelle tournure depuis douze mois, c'est mentir avec la plus grande audace et nous ne sommes pas surpris que le correspondant de nos confrères cache son nom. Dans le commerce du sucre seulement, les marchands de Halifax ont réalisé \$200,000 de plus que l'an dernier. L'augmentation du fret produira également \$200,000. Quant au commerce de farine, depuis qu'il importe plus de farine américaine, il produira \$400,000 de plus que l'an dernier."

Le Herald de London, Ont., nous vient pas tendre pour les libéraux. Voici ce qu'il dit à propos de l'élection récente des ministres de Québec: "Les élections d'hier sont le dernier acte de la conspiration Letellier, car l'élection de M. Flynn, à Gaspé, ne fait de doute pour personne. Il est clair, aujourd'hui, que l'administration Joly, issue de la fraude et de la corruption, n'a jamais eu la confiance de la province et M. Joly savait parfaitement la chose. Mais il y a plus; ces élections démontrent que toutes les protestations d'honnêteté et d'économie de M. Joly, pendant dix-huit mois, n'étaient que faussetés et qu'il songeait plus à assouvir les coteries qu'à faire le bien de la province. A toutes fins et égards, le parti rouge de Québec est aujourd'hui mort et enterré sans espoir de résurrection."

Nous lisons dans l'Eclair: L'honorable M. Cauchon n'a pas sanctionné le bill prohibant l'impression des documents officiels en langue française et proclamant la langue anglaise, seule langue officielle au Manitoba, comme on l'a prétendu.

Le bill en question a été soumis à Ottawa par l'honorable M. Cauchon. Ce dernier aurait peut-être mieux fait de le dévouer à son nom, mais cependant tout espoir n'est pas perdu.

Le confrère nous donne donc raison. Ce témoignage d'une feuille libérale est concluant, pensons-nous. Que vint dire le Franco-Canadien et l'Union qui ne comprennent pas que l'on pût blâmer M. Cauchon d'avoir permis à ses ministres de violer la constitution éternelle?

Nous avons annoncé hier que plusieurs partisans de l'honorable M. Paquet avaient été brutalement assaillis par les libéraux. Voici ce qu'a ajouté le Quotidien de Lévis:

Il n'est malheureusement que trop vrai que des citoyens paisibles et respectables de Lévis ont été brutalement assaillis, battus et gravement maltraités, jeudi à midi en revenant de Saint-Joseph. Nous avons vu quelques-uns de ces malheureux victimes et nous pouvons dire qu'il faut être dur sur les plaies, blessures et meurtrissures qui nous ont été exhibées.

Il paraît qu'il y a onze personnes qui ont été ainsi maltraitées.

Quel courage il a fallu pour accomplir pareil exploit! Battus au scrutin l'ennemi a voulu avoir sa revanche avec le bâton. C'est vraiment chevaleresque!

Il a été exporté, cette année, des ports de Montréal et Québec, 21,101 bestiaux; 77,181 moutons; 3,656 cochons. La valeur approximative des bestiaux est de \$2,111,200; celle des moutons de \$771,810, et celle des cochons, de \$52,720. Total, \$2,935,730.

Ces exportations d'animaux nous ont valu des exportations considérables de fourrage. Ainsi, on estime que pour nourrir ces animaux pendant 10 jours de traversée, il a fallu pour \$92,690 de fourrage. Le coût approximatif du fret océanique a été de \$583,900.

L'Union de Saint-Hyacinthe affirme, cependant, l'autre jour, que la protection avait anéanti le commerce d'animaux.

Le Globe a fait une découverte. Selon lui, le développement qu'a récemment pris le commerce de charbon de Halifax aux Antilles, tout comme cette année. Cela est vrai; mais l'an dernier, les navires ne rapportaient pas de sucre brut au Canada; il se rendaient à New-York d'où ils rapportaient, à fret réduit, de la farine américaine qui encombrant nos marchés. Aujourd'hui, nos cultivateurs et nos meuniers ont le contrôle du marché des provinces maritimes. C'est quelque chose. En outre, l'an dernier, les exportations de charbon de la Nouvelle-Ecosse représentaient 185,443 tonnes et, cette année, trois compagnies en ont expédié, à elles seules, 285,426 tonnes. Légère différence.

La Concordie est à lire: "Il est incontestable—dit elle—que le nouveau cabinet vient de remporter un triomphe éclatant, colossal et si le peuple n'a pas entendu approuver l'action du Conseil législatif, il a du moins prononcé sur la nécessité de l'union. Nous venons d'avoir, en effet, le consolant spectacle de deux partis politiques acharnés jusqu'à aujourd'hui, à accepter la branche d'olivier qui est l'emblème du programme du nouveau gouvernement et qui peut devenir le signe de ralliement pour les hommes de bonne volonté et qui désirent sincèrement le bien de leur pays."

Notre confrère éprouve aujourd'hui un irrésistible besoin de concorde: il ne veut plus de luttes stériles et fratricides. Personne ne contestera que l'organe de M. Turcotte ait les meilleures raisons du monde de ne pas résister au courant de l'opinion publique. L'isolement serait si pénible.

Le Herald, de London, se réjouit de ce qu'il appelle le dénoement de la crise politique à Manitoba,—crise dont il assigne la cause à la nomination de M. Cauchon. "On avait insulté, dit-il, au sentiment public en imposant cet homme-là, et l'irritation des esprits s'accrut davantage par le fait que le lieutenant-gouverneur exigeait que tout lui fût soumis en français. Et si la majorité adopta une loi pour supprimer les impressions françaises, ce n'était pas tant pour se venger de la minorité que pour défier M. Cauchon dont la révo-cation rétablirait l'harmonie parfaite et serait accueillie avec joie par la population respectable de tous les pays."

Notre confrère apprécie mal les derniers événements politiques auxquels la personnalité de M. Cauchon—que nous n'avons ni le désir, ni la mission de défendre—est tout à fait étrangère. Le conflit n'a pas été provoqué par les haïnes qu'aurait pu susciter le lieutenant-gouverneur. Non, M. Cauchon a dû se faire ou-

blier, et la crise a été amenée par l'ambition d'un homme qui voulait à tout prix rester premier ministre. Après ce qui s'est passé, le Herald a tort de dire que M. Cauchon professait un culte exagéré pour la langue française. C'est un acte d'ingratitude.

LES POSSESSIONS ANGLAISES EN ORIENT.

(Pour le Canada.)

Une lutte lointaine et peu glorieuse se fixe aujourd'hui les regards de toutes les puissances du monde civilisé. Comment se fait-il donc que la lutte de quelques régiments anglais avec une tribu barbare puisse exciter tant d'intérêt?

On ne le sent que trop! Ce conflit, éclaté au milieu des montagnes de l'Afghanistan, n'est que le prélude d'un choc plus considérable, dont les conséquences devront ébranler l'Europe entière.

En vain la diplomatie a-t-elle cru assurer, par le traité de Berlin, la paix du monde. Ce traité, rapproché de tout ce qui se passe actuellement en Asie, n'est qu'une nouvelle preuve de l'impuissance et de la duplicité des puissances anglaises dans les Indes longtemps, entre l'Angleterre et la Russie, devra tôt ou tard éclater. Elle pourra être ajournée, et l'on ne sait pas encore au juste en quel lieu du monde elle aura lieu. Mais encore une fois, cette lutte—préparée par l'Europe entière—est inévitable. C'est chaque nation—sauf la France qui continue à se tenir isolée—cherche à se créer des amitiés pour le jour où le canon commença à gronder.

En vue de ces complications dont les enchevêtrements britanniques en Asie serent la cause, la publication de quelques notes historiques sur l'origine et le développement de la puissance anglaise dans les Indes ne saurait être sans actualité.

D'après une tradition fort accréditée, il existait en Orient, dans les temps préhistoriques, une famille nommée "les Alghas." Plus tard, lorsqu'elle fut devenue trop nombreuse, ses membres se dispersèrent, les uns allant à l'est, les autres à l'ouest. Une des branches aurait peut-être une partie de l'Europe et l'autre se serait répandue en Asie, principalement dans l'Afghanistan, la Perse et l'Indo-chine. Chaque groupe y apporta naturellement avec lui son langage, lequel, dans le cours des siècles, aurait subi différentes modifications, et se serait divisé en la langue grecque, le grec et le latin. D'où sont dérivées la plupart des langues modernes, tant en Asie qu'en Europe. De fait, l'on rencontre, dans chacune de ces langues, une quantité de mots accusant la même origine.

D'où il faut conclure que les Anglais, en pourchassant les Afghans, ont fait bon marché de la guerre à leurs cousins. Mais ceux-ci sont demeurés dans un état de barbarie presque complète, tandis que ceux-là forment maintenant l'un des peuples les plus civilisés et les plus puissants du monde. D'un côté, les Afghans n'ont pas songé à s'éloigner de la terre natale; de l'autre, les Anglais, par leur genre commercial, ont exploré toutes les mers, touché tous les rivages accessibles à leurs nombreux vaisseaux, et c'est ainsi qu'ils ont fini par se trouver face à face avec les descendants de ceux qui auraient été aussi leurs ancêtres.

En 1467, les Portugais et en 1550, les Hollandais publièrent qu'il existait en Orient un pays extraordinaire ment riche; l'or y était aussi commun que les pierres et les diamants aussi nombreux que les olives. Le peuple anglais commença alors à se distinguer comme nation marchande, et de l'autre, les Anglais, chassés par leur genre commercial, ont exploré toutes les mers, touché tous les rivages accessibles à leurs nombreux vaisseaux, et c'est ainsi qu'ils ont fini par se trouver face à face avec les descendants de ceux qui auraient été aussi leurs ancêtres.

L'histoire de cette compagnie, depuis sa fondation jusqu'au jour de sa dissolution, en 1858, est l'histoire de la domination anglaise dans les Indes. Après avoir fait le commerce avec les princes orientaux pendant une dizaine d'années, la compagnie obtint le renouvellement de sa charte, en même temps que la permission des autorités indigènes d'établir des comptoirs à Madras, Calcutta, Bombay et en différents autres endroits moins importants. En peu d'années, ces villes devinrent des centres privilégiés d'exclusivité anglaise. Et bientôt aussi, on éprouva le besoin de protéger, par une organisation efficace, les richesses accumulées dans ces lieux. C'est alors qu'on demanda au gouvernement de Londres l'autorisation de lever des forces suffisantes pour assurer l'inviolabilité de la propriété des sujets britanniques dans les Indes. Non-seulement cette autorisation fut accordée, mais le roi Charles II voulut, en outre, révoquer la compagnie du droit de faire, à sa discrétion, la paix avec les princes indiens, ou de leur déclarer la guerre.

Ces troupes ne furent d'abord qu'un ramassis d'aventuriers, de repris de justice et de déserteurs de l'armée anglaise. L'apât d'une solde ne tarissant pas à attirer sous les mêmes drapeaux les naturels du pays. Ceux-ci fournissaient, en 1857, un contingent de 230,000 hommes, sur une armée de 314,000. La compagnie sut, dès les commencements, profiter des dissensions dont ces pays souffraient par suite de l'ambition des princes qui s'en partageaient la souveraineté. Ces derniers, toujours en guerre entre eux, récla-

maient l'assistance de la compagnie. Celle-ci intervenait d'autant plus volontiers que cela entraînait dans ses vues. Toujours sûre de faire pencher la victoire du côté où elle se rangeait, elle comptait à dessus pour fasciner l'esprit des populations et préparer ces derniers à subir le joug de l'Angleterre. Chaque intervention lui rapportait, en outre, un gain considérable, soit en argent, soit en possessions territoriales. Il vint un temps où son influence, grâce à ce système, fut si puissante que les princes furent traités avec elle d'égal à égal, acceptant ses représentants à leurs cours et obéissant à ses ordres. Bref, elle s'assura une autorité souveraine que le gouvernement impérial reconnut tacitement.

Deux hommes—lord Clive et Warren Hastings—contribuèrent particulièrement, par leur énergie, leur habileté peu scrupuleuse et leur audace, au développement et à la consolidation de ce pouvoir. Avant l'arrivée de Clive dans les Indes, la compagnie avait souffert considérablement des succès obtenus par les Français qui, eux aussi, avaient su profiter des circonstances pour faire des acquisitions territoriales et ouvrir de nouvelles perspectives au commerce de leur patrie.

La chute de l'empire du Grand Mogol favorisa singulièrement les desseins des européens. Après la mort du fameux Aurang-Zeb, (1707), les gouverneurs des différentes provinces se rendirent indépendants, et la guerre commença entre ces nouveaux rois. Là, comme dans toutes les autres parties du monde, les bataillons anglais et français durent s'entrechoquer. En 1746, Madras fut prise par La Bourdonnais, et l'armée du Nabab de Carnate détruite. Malheureusement, cette victoire qui aurait dû assurer la prépondérance de la France, devint la cause de sa faiblesse. Dupleix, gouverneur de Pondichéry, fut jaloux des succès du général La Bourdonnais; la méintelligence éclata entre eux, et ce dernier fut contraint de retourner en France, où, pour le récompenser de sa valeur, on le jeta dans un des noirs cachots de la Bastille.

Les démêlés des deux gouvernements avaient permis aux Anglais de reprendre l'offensive et de triompher de leurs ennemis. Madras fut rendu par le traité d'Aix-la-Chapelle, et en 1761, ils forcèrent Lally, successeur de Dupleix, à remettre Pondichéry, qui retourna cependant à la France par le traité de Paris, non sans auparavant avoir vu toutes ses fortifications détruites.

Ces désastres avaient été précédés d'une victoire importante gagnée par lord Clive, à Plessey, le 20 juin 1757. Dès lors c'en fut fait de la puissance française dans les Indes.

(A suivre.)

—Notre entreprenant manufacturier, M. G. Pontbriand, a été chargé par la corporation de la ville de Berthier de confectionner deux pompes pour l'aqueduc que notre ville s'est en fait construire un de ce temps-ci et qui sera bientôt prêt. Ces deux pompes ayant un parcours respectif de 2 à 15 pouces, ont été faites d'après un ancien système que M. Pontbriand a lui-même perfectionné. Cette manufacture prend de jour en jour plus d'importance; vingt-cinq hommes y sont employés chaque jour et M. Pontbriand pense qu'il doublera bientôt ce nombre si la production continue à faire sentir ses heureux effets. Succès à notre entreprenant concitoyen.—(Le Sorelois.)

—Ceux qui désirent savourer une tasse d'excellent café, doivent essayer le mélange délicieux de James Buchanan, 71 rue Rideau, Ottawa, 4 novembre 1879.

Protection des mains. Il ne s'agit pas ici de la politique nationale, mais de se protéger les mains en achetant de bonnes mitaines dont j'ai un superbe assortiment aux prix de fabrique.

R. J. DEVLIN

GIBSON, FILS ET WARNCK, MANUFACTURIERS DE Biscuits pour le commerce de gros. Le plus grand établissement de la vallée d'Ottawa. Tous nos biscuits sont cuits à la vapeur au moyen d'un fourneau mobile qui a une capacité de 20 quarts de fleur par jour. Nos employés sont des premiers maîtres du pays. Nous ne nous occupons que du four-nage de gros seulement et garantissons pleine satisfaction. GIBSON, FILS ET WARNCK, Coin des rues Bank et Queen.

J. ERRATT

SERVICES A THÉ

EN Porcelaine, 44 MORCEAUX, \$3.50. C. S. SHAW ET C^{IE} 63 rue Sparks.

ROBES! ROBES!!

ROBES pour l'automne. ROBES pour la maison et le dehors. ROBES pour la ville et la campagne. ROBES pour le voyage et la promenade. ROBES pour les réceptions et soirées.

ROBES Pour toutes les circonstances, chez Stitt et Cie. Tissus de fabrique domes... 22c pour robes. Laine... 25c et 37c pour robes. Tissue commun... 28c pour robes. Serge de Cornouailles... 33c pour robes. Tissus de Roubaix, de fabrique domestique... 55c pour robes. Serge de Cachemire... 42c pour robes. ROBES DE STITT ET C^{IE}.

NOUVEAUX POMPADOURS. Cet article est décidément un nouveauté et fait décidément une très-belle robe quand on l'emploie avec le cachemire ou la serge. NOUVEAUX VELOURS POMPADOURS. Chez STITT ET C^{IE}. NOUVEAUX CACHEMIRES POMPADOURS. STITT ET C^{IE}.

CONFORT ET ÉLÉGANCE DES ROBES. En donnant leurs robes chez Stitt et Cie les dames sont sûres d'avoir des robes bien taillées et leur faisant à la perfection.

VELOUTINES. Les Veloutines à brocart et Corduroy sont la nouveauté de la saison. Pour la veloutine, allez chez Stitt et Cie. Spécialités chez Stitt et Cie. Bonneterie en Cachemires Français et Saxons Bonneterie en Soie.

Spécialités chez Stitt et Cie. Cravates et foulards pour dames. Gants de chevreau pour dames, de 1 à 6 boutons. Robes de fantaisie, brocarts et unis. Coils et manchettes en toile, ourd dames. Spécialités chez Stitt et Cie. Fascinateur en laine, de toutes couleurs. Nuages en laine, de toutes couleurs. Pélerines en laine, de toutes couleurs.

MODES. Les dernières nouveautés se trouvent chez STITT ET C^{IE}. MANTEAUX. Manteaux de Paris, Berlin et Londres, du plus beau fini et du meilleur goût, chez Stitt et Cie.

Mesdames venez chez STITT ET C^{IE}. 53 et 55 Rue Sparks.

Le grand ETABLISSEMENT DE LA VILLE, POUR MARCHANDISES DE MODES, Vêtements d'hommes etc., etc.

EST CELUI DE G. C. EGAN, 537 & 539 RUE SUSSEX.

Les gens de la campagne trouveront leur avantage à venir examiner notre Stock. 537 & 539 RUE SUSSEX, OTTAWA. Ottawa, 10 novembre 1879.

"HOME, SWEET HOME."

Ayant à cœur les intérêts du public, j'ai acheté, cet automne, un bel assortiment de meubles que j'ai eu à bon marché et que je puis livrer à des prix jusqu'à présent inconnus.

A mon grand magasin de meubles, 94 rue Rideau, on peut se procurer toutes sortes de meubles pour une bagatelle. Marale.—Venez inspecter mon Stock.

J. ERRATT